

ANALYSE

Comment améliorer l'offre exportable

• ALE, contrats de croissance... les entreprises appelées à s'internationaliser

• La régionalisation avancée permettra aussi de dynamiser le processus

• Un observatoire pour une meilleure gouvernance des investissements

LA définition de l'offre exportable des régions est l'un des débats suscités à la veille de l'entrée en vigueur de la régionalisation avancée. Opérateurs économiques et différents acteurs locaux se penchent désormais sur l'apport des secteurs productifs dans l'économie régionale. Initiées par le ministère chargé du Commerce extérieur, plusieurs rencontres régionales sont organisées à cet effet, depuis 2014, dans les

différentes villes et provinces. A travers ces rencontres, l'Etat veut dynamiser l'offre exportable régionale et inciter les entreprises à s'inscrire de plus en plus dans le processus

en vue de la mise en place de la stratégie de développement des exportations avec spécificités régionales et de s'informer sur les problèmes et les obstacles rencontrés par

de l'artisanat, du textile, de l'agroalimentaire, etc.». Des potentialités considérables qui pourraient éclore avec un accompagnement adéquat via des instruments et des outils d'appui. Cela permettrait de valoriser les capacités de production des entreprises exportatrices locales en vue de leur assurer un accès plus facile aux marchés mondiaux, ajoute le ministre. L'Asmex (Association marocaine des exportateurs) a déjà effectué un défrichage du terrain concernant l'offre exportable de la région avec une large contribution des professionnels des quatre principaux secteurs d'activité, à savoir l'agroalimentaire, le textile et le cuir, les services et l'artisanat. Des rencontres croisées avec des institutionnels, des banquiers ou porteurs de projets ont eu lieu en préalable.

Des éléments qui serviront à construire l'étude menée pour la définition de l'offre exportable de la région réalisée par les futurs doctorants de la filière management international, sous la direction du consultant et professeur d'économie Abdou Jouahri. Considérée comme une véritable analyse, l'étude de l'offre exportable a décelé les lacunes et les insuffisances des différents secteurs, notamment au niveau des avantages compétitifs et comparatifs et l'absence d'une vision stratégique à moyen et long terme. «J'insiste sur l'urgence de la mise en place d'une structure unique telle une banque de données afin de

Les principaux pôles d'activités à Fès			
Grand secteur	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires (en 1.000 DH)	Exportation (en 1.000 DH)
Agroalimentaire	167	7.668.940	679.204
Textile & cuir	242	2.136.905	1.498.239
Chimie & parachimie	135	1.386.433	10.331
Métallique & mécanique	99	389.747	22.431
Électrique & électronique	11	148.958	1.335
Total	654	11.730.983	2.211.540

Source: CRI

Même si l'offre exportable n'a pas encore été réactualisée, les tendances restent les mêmes selon le CRI de Fès. Entre 2010 et 2011, la valeur des exportations s'est améliorée de 8%, le volume des emplois industriels a augmenté de 16% et la valeur de la production a également progressé de 4%. Le programme des contrats de croissance à l'export devrait améliorer ces ratios, surtout si les entreprises y adhèrent

d'internationalisation par l'export. Et parmi ses objectifs principaux, celui de recueillir les attentes des acteurs locaux et régionaux

les acteurs et opérateurs économiques des régions...

Pour le département de Mohamed Aboub, ces rencontres régionales constituent aussi une occasion de communiquer et de sensibiliser les entreprises aux services à l'export mis en place par la tutelle, à travers notamment la stratégie de développement et de promotion des exportations ainsi que les programmes d'appui mis en place au profit de l'entreprise exportatrice et potentiellement exportatrice pour son développement à l'international. Il s'agit également de

Pourquoi pas une TFZ dans le centre...

LA centaine d'entreprises ciblées par les "contrats de croissance à l'export" (sans quota pour les régions) bénéficieront des aides de l'Etat à l'export, selon l'importance du projet. Aujourd'hui, les régions sont appelées à décliner leur offre exportable (une étude est en cours pour Fès-Boulemane). Pour le cas de Fès, l'industrie, un des moteurs de la ville, permettrait de réduire la pauvreté et de répondre à la demande issue de l'augmentation de la population. En revanche, en comparaison avec le reste du pays, la position économique de Fès s'est érodée au cours de la dernière décennie par rapport aux villes côtières et surtout à Tanger, qui a réussi de meilleures performances en termes de création d'emplois industriels. En termes d'emplois par 1.000 habitants, Fès est environ à 17% au-dessous de la moyenne. Elle est également de 15 et 24% en dessous de la moyenne respectivement pour la production et pour la valeur ajoutée par emploi. L'étude régionale suggère la création d'une zone logistique et industrielle de niveau national du même calibre que Tanger Free Zone pour rendre à la région ses lettres de noblesse. □

finir les différents accords de libre-échange conclus entre le Maroc et ses partenaires et le soutien financier accordé aux organisations professionnelles.

Le lancement de la 3e édition des contrats à l'export (cf. notre édition n° 4478 du 9 mars) s'est d'ailleurs effectué à Fès, une région qui semble prometteuse au regard du ministre délégué chargé du Commerce extérieur. Pour lui, «Fès-Boulemane est l'une des régions marocaines les plus importantes, de par ses atouts humains, naturels, économiques et ses capacités de production dans les domaines de l'agriculture,

pallier les problèmes posés par l'exactitude des informations», déclare-t-il à L'Economiste. «L'urgence de l'institution d'un observatoire des investissements à la veille de l'instauration de la régionalisation avancée et d'une veille stratégique est une des os-satures de base pour une objective gouvernance des investissements», explique-t-il. □

Youness SAAD ALAMI



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com